

J'ai reçu en outre une autre réponse du ministre des Transports (M. Pickersgill), m'informant que l'Office d'expansion économique de la région atlantique avait dépensé, durant l'année financière 1965-1966, \$18,955.88 pour la lutte contre la pollution des eaux. En dehors de ces chiffres, monsieur l'Orateur, les seules autres dépenses du gouvernement fédéral dont on m'ait fourni les montants, relativement à la recherche dans ce domaine, ont trait aux sommes dépensées par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministère des Pêcheries et le Conseil de recherches sur les pêcheries du Canada. Ces chiffres comptent peu à mes yeux.

Par exemple, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a affecté à la lutte contre la pollution des eaux une moyenne de \$40,000 à \$50,000 par année depuis cinq ans. Le ministère des Pêcheries estime avoir dépensé \$90,000 annuellement ces cinq dernières années financières. L'Office de recherche sur les pêcheries du Canada a dépensé, en plus de la somme dépensée directement par le ministère, de \$55,000 à \$60,000 par année depuis cinq ans. Tout cela se rattache au domaine de la lutte contre la pollution des eaux.

Les seules dépenses faites pour la lutte contre la pollution de l'air ont été faites par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et j'aimerais porter ces chiffres au compte rendu. En 1961-1962, \$58,096, en 1962-1963, \$72,858, en 1963-1964, \$94,438, en 1964-1965, \$119,487, et en 1965-1966, \$112,036. Ces chiffres représentent, selon le rapport que j'ai reçu, la somme totale qui est maintenant affectée par le gouvernement fédéral à la lutte contre la pollution, fléau qui, selon le conseil des ministres des ressources, coûte actuellement 1.1 milliard de dollars par année au Canada.

Si le Conseil des sciences du Canada peut modifier cet état de chose, alors je serai au nombre de ceux qui seront heureux de le voir entrer en fonctions. J'aimerais ajouter que la réponse que l'on m'a donnée établit clairement que le rapport des activités du ministère et des organismes comprend seulement celles qui ont été précisément destinées à la recherche pour la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau proprement dite.

• (9.00 p.m.)

D'après la réponse que j'ai reçue, il ne comprend pas le large éventail des enquêtes et des observations portant sur les phénomènes de l'eau et de l'air, qui influent directement ou indirectement sur la nature, la répartition et l'élimination des facteurs de pollution. A mon avis, c'est une réponse qu'il conviendrait de faire consigner au compte rendu. A mon

[M. Barnett.]

sens, nous ne pourrions faire inscrire au *Feuilleton* une question qui entraînerait une réponse nous disant exactement quelles sommes sont dépensées pour effectuer les contrôles et les autres études dont nous parlons. Mais certaines données indiquent que ces sommes représentent une très faible partie des dépenses fédérales, compte tenu de la nécessité et de l'urgence que présente ce problème qui s'aggrave sans cesse.

J'espère que le Conseil des sciences pourra aussi contribuer à tenir le gouvernement et tous les intéressés plus directement au courant des réalisations dans les divers domaines de la recherche. A ce propos, je me reporte à une lettre que j'ai reçue du ministre des Forêts après lui avoir, au cours de l'étude de son budget, posé quelques questions sur une somme de \$1,700,000 qui avait été accordée à la *Pulp and Paper Research Institute of Canada* pour son programme de dépenses d'immobilisations.

J'ai demandé au ministre si cette institution de recherche faisait des travaux sur la pollution. Il m'a répondu qu'il n'en savait rien, mais qu'il irait aux renseignements. Plus tard, j'ai reçu, accompagnée d'un mot de couverture, une lettre du président de la *Pulp and Paper Research Institute* donnant un aperçu de certains des travaux que cette société a entrepris. Cela démontre qu'on a tout de même entamé des recherches modestes dans le domaine de la pollution sans, toutefois, que le ministre responsable en ait eu directement connaissance. Je suppose que c'est à ce genre de situation que le Conseil des sciences aura la tâche de remédier. J'espère qu'il réussira dans cette entreprise.

Je regrette de n'avoir pas suffisamment de temps pour lire publiquement toute la déclaration faite au ministre, et indirectement à moi-même, par le président de la *Pulp and Paper Research Institute*, car elle contient des renseignements intéressants. Mais j'invite les députés que la chose intéresse à jeter un coup d'œil à cette lettre.

J'ai dit cela dans le contexte actuel, car cela fait voir combien nos efforts ont manqué de coordination et, à bien des égards, ont été fragmentaires dans divers domaines de la recherche, notamment pour ce qui est de la lutte contre la pollution, qui m'intéresse parce qu'elle touche bien des gens de la région du pays que je représente. De plus, tous les députés conviendront que c'est une question d'importance nationale croissante.

J'espère que le ministre pourra, en comité plénier, préciser davantage ses idées sur la façon dont le Conseil pourra collaborer à la solution de problèmes du genre de ceux que j'ai signalés.